



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
30 août 1999
Français
Original: anglais

Assemblée générale

Cinquante-troisième session

Points 10, 20 b) à d), 24, 26, 30, 37, 39, 40, 41, 42, 45, 46, 48, 51, 52, 54, 57, 59, 62, 67, 68, 69, 71 d), k), l), m), q), s) et t), 73, 74, 76, 79, 83, 84, 91 a) et d), 93, 94, 97, 98, 99, 100, 102, 106, 110 a) et b), 153, 155 et 164 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation

Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire et des secours en cas de catastrophe fournis par l'Organisation des Nations Unies, y compris l'assistance économique spéciale : Assistance économique spéciale à certains pays ou régions; Assistance internationale d'urgence pour le rétablissement de la paix et de la normalité en Afghanistan et pour la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre; Assistance au peuple palestinien

Application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90, y compris les mesures et recommandations convenues lors de l'examen à mi-parcours

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de la Conférence islamique

Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social

Question de Palestine

La situation au Moyen-Orient

La situation en Bosnie-Herzégovine

Assistance au déminage

La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales

Cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme

Rapport du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

Conseil de sécurité

Cinquante-quatrième année



Élimination des mesures économiques coercitives utilisées pour exercer une pression politique et économique

Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste

Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït

Question de l'île comorienne de Mayotte

Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes

Question de Chypre

Création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient

Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud

Conclusion d'arrangements internationaux efficaces pour garantir les États non dotés d'armes nucléaires contre l'emploi ou la menace de ces armes

Désarmement général et complet : Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction; Contributions à l'interdiction des mines terrestres antipersonnel; Interdiction de déverser des déchets radioactifs; Armes légères et de petit calibre; Désarmement régional; Création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale

Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction

Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient

Renforcement de la sécurité et de la coopération dans la région de la Méditerranée

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés

Questions de politique macroéconomique : Commerce et développement; Crise de la dette extérieure et développement

Développement durable et coopération économique internationale

Environnement et développement durable

Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles
Mise en oeuvre de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006)
Réunion commémorative du vingtième anniversaire de l'adoption du Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement
Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux handicapés et à la famille
Contrôle international des drogues
Promotion et protection des droits de l'enfant
Questions relatives aux droits de l'homme : Application des instruments relatifs aux droits de l'homme; Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales
Création d'une cour pénale internationale
Mesures visant à éliminer le terrorisme international
Les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique

Lettre datée du 24 août 1999, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du Burkina Faso auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du Communiqué final (voir annexe)* adopté à la vingt-sixième session de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, tenue à Ouagadougou du 15 au 18 rabî al-awwal 1420 de l'hégire (du 28 juin au 1er juillet 1999).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Hilaire Soulama

* L'annexe est publiée uniquement dans les langues dans lesquelles elle a été reçue.

Annexe

[Original : anglais, arabe et français]

**Communiqué final de la vingt-sixième session
de la Conférence islamique
des ministres des affaires étrangères**

(Session de la paix et du Partenariat pour le développement)

Tenue à Ouagadougou

Du 15 au 18 rabî al-awwal 1420 H (du 28 juin au 1er juillet 1999)

1. A l'aimable invitation de Son Excellence le Président Blaise COMPAORE, Président du Faso, président du Conseil des Ministres, la vingt sixième Session de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères (Session de la paix et du partenariat pour le développement) s'est tenue à Ouagadougou, Burkina Faso, du 15 au 18 Rabiul Awal 1420 H (28 juin – 1^{er} juillet 1999) .

2. A. Les Etats membres suivants ont participé à la conférence :

République d'Azerbaïdjan
Royaume Hachémite de Jordanie
République d'Albanie
Etat des Emirats Arabes Unis
République d'Indonésie
République d'Ouzbékistan
République d'Ouganda
République Islamique du Pakistan
République Islamique d'Iran
Etat de Bahreïn
Brunei Darussalam
République Populaire du Bangladesh
République du Bénin
Burkina Faso
République du Tadjikistan
République de Turquie
Turkménistan
République du Tchad
République du Togo
République Tunisienne

République Algérienne Démocratique et Populaire
République de Djibouti
Royaume d'Arabie Saoudite
République du Sénégal
République du Soudan
République Arabe Syrienne
République de Surinam
République de Sierra Leone
République de Somalie
République d'Irak
Sultanat d'Oman
République Gabonaise
République de Gambie
République du Guyana
République de Guinée
République de Guinée-Bissau
Etat de Palestine
République Fédérale Islamique des Comores
Etat du Qatar
République de Kazakhstan
République du Cameroun
Etat du Koweït
République Libanaise
Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste
République des Maldives
République du Mali
Malaisie
République Arabe d'Egypte
Royaume du Maroc
République Islamique de Mauritanie
République du Mozambique
République du Niger
République Fédérale du Nigeria
République du Yémen

B - Ont pris part à la conférence en qualité d'Observateurs :

Etats :

République de Bosnie Herzégovine
République Centrafricaine
République de Côte d'Ivoire

Royaume de Thaïlande

Communautés Musulmanes :

Communauté musulmane turque de Chypre
Front de libération nationale MORO

Organisations internationales et régionales :

- Organisation des Nations Unies (ONU) ;
- Mouvement des Non-alignés ;
- Ligue des Etats arabes ;
- Organisation de l'Unité Africaine (OUA)
- Organisation de coopération économique (ECO)

C - Ont également pris part à la conférence les organes subsidiaires suivants relevant de l'Organisation de la Conférence islamique :

- Centre islamique de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques (Ankara)
- Centre de recherches sur l'histoire, l'art et la culture islamiques (Istanbul),
- Institut islamique de technologie (Dhaka)
- Centre islamique pour le développement du commerce (Casablanca)
- Académie islamique du Fiqh (Jeddah)
- Commission internationale pour la préservation du patrimoine culturel islamique (Istanbul)
- Fonds de solidarité islamique (Jeddah)
- Université islamique du Niger (Niamey)
- Université islamique d'Ouganda (Kampala)

D - Ainsi que les institutions spécialisées de l'OCI ci-après :

- Banque islamique de développement (Jeddah)
- Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture, (Rabat)
- Agence islamique internationale de presse (Jeddah)
- Organisation des radiodiffusions des Etats islamiques (Jeddah)

E - Les institutions affiliées suivantes :

- Fédération sportive des jeux de la solidarité islamique (Riyadh)

- Organisation des capitales et villes islamiques (Makkah Al-Moukarramah)
- Chambre islamique de commerce et d'industrie (Karachi)
- Association islamique des armateurs (Jeddah)
- Fédération mondiale des Ecoles arabo-islamiques internationales (Riyadh)
- Association internationale des banques islamiques (Le Caire)

F - Ont également pris part à la conférence :

- Beït Ul-mal d'Al Qods Al-Charif
- Bureau de coordination du Comité permanent de coopération économique et commerciale (COMCEC)
- Bureau de coordination du Comité permanent de coopération scientifique et technologique (COMSTECH)

G - Les Associations et fondations islamiques suivantes :

- Ligue islamique mondiale (Makkah Al-Moukarramah)
- Association mondiale de l'Appel à l'Islam (Tripoli)
- Congrès du monde islamique (Karachi)
- Union des Universités islamiques (Riyadh)
- Conseil islamique international de la Dawa et du secours (Le Caire)
- Fondation islamique internationale de bienfaisance (Koweït)
- Conseil Islamique Européen.

H - Invités

- République de Croatie ;
- République de Slovénie ;
- République de Macédoine ;
- République de Singapour ;
- République d'Ukraine ;
- Sanjak ;
- Conseil de Coopération du Golfe ;
- Union du Maghreb Arabe ;
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ;
- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ;
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ;
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ;

- Comité des Nations Unies pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ;
- Organisation mondiale de la santé (OMS) ;
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ;
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ;
- Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science (ALECSO) ;
- Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) ;
- Université islamique internationale de Malaisie ;
- Comité de travail pour les Affaires islamiques dans le Royaume Uni ;
- Agence islamique internationale de secours ;
- Comité international de la Croix rouge ;
- Fonds international pour le développement agricole (IFAD) ;
- Organisation caritative hachémite de Jordanie ;
- Représentants légitimes du peuple du Cachemire ;
- Association de solidarité des femmes de la République Islamique d'Iran ;
- Conseil de solidarité des sports féminins des pays islamiques.

3 - Son Excellence le Président Blaise Compaoré, Président du Faso, Président du Conseil des Ministres, a ouvert la vingt sixième Session de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères par un discours dans lequel il a rappelé les principaux objectifs fixés par l'Organisation de la Conférence islamique depuis sa création à Rabat en 1969 et dont les plus importants ont été et demeurent ceux qui constituent le thème de cette Session : « La Paix et le Partenariat pour le Développement ». Le Président Blaise Compaoré a souligné la contribution des Etats membres à l'élimination de la discrimination raciale et l'assistance qu'ils ont apportée aux peuples en lutte pour leur indépendance et leur souveraineté, ainsi que leur participation au règlement des conflits et à la consolidation de la paix et de la solidarité. Son Excellence a, également, rendu hommage aux efforts déployés au plan économique par la création d'instruments de coopération et de conditions favorables pour répondre aux besoins des populations islamiques en matière de développement tant dans le domaine social que culturel. Le Président Blaise Compaoré a, d'autre part, mis l'accent sur l'importance de l'Organisation en tant que force mondiale de modération et de tolérance, soulignant que le chemin de la paix, de la stabilité et de la sécurité – tout comme celui du bien être et de la prospérité – demeure encore long et exige plus d'efforts et

d'initiatives courageuses pour réaliser les aspirations communes. Son Excellence a, ensuite, abordé les grands problèmes qui se posent sur la scène internationale et islamique, dont la situation en Somalie, en Sierra Leone, en Guinée-Bissau, la question palestinienne, la situation dans le Golfe, la crise afghane, la tragédie des musulmans du Kosovo et le problème des réfugiés et ses conséquences négatives. Le Président Blaise Compaoré a, à cet égard, appelé à œuvrer à circonscrire ce phénomène et à se mobiliser pour faire face aux sanctions économiques unilatérales qui frappent certains membres de l'Organisation. Mettant l'accent sur les nobles valeurs de l'Islam, qui sont de nature à permettre de régler les conflits internes et fratricides, le Président Blaise Compaoré a appelé à la création d'un mécanisme central de gestion des crises politiques, placé sous l'égide du Président de la Conférence Islamique au Sommet et qui aura pour mission de prévenir toute action susceptible de porter préjudice à la paix et à la sécurité d'un Etat membre.

- 4 - La Conférence a décidé de considérer le discours de Son Excellence, le Président Blaise Compaoré, comme un de ses documents officiels.
- 5 - Ont pris ensuite la parole au nom des groupes africain, arabe et asiatique, Son Excellence, Monsieur Adoum Gargoum, Ministre délégué auprès du Ministère des Affaires Etrangères du Cameroun chargé du monde islamique, Son Excellence Monsieur Mohamed Ben Aïssa, Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc et Son Excellence Monsieur Sartaj AZIZ, Ministre des Affaires Etrangères de la République Islamique du Pakistan. Ils ont exprimé leur reconnaissance à Son Excellence le Président Blaise Compaoré, Président du Faso, président du Conseil des Ministres, pour avoir bien voulu inviter la présente conférence à se tenir dans son pays. Ils ont, également, exprimé leurs vifs remerciements au Gouvernement et au peuple burkinabé pour la sollicitude et l'hospitalité dont ils ont entourées et pour avoir assuré les conditions propices pour le bon déroulement des travaux de la conférence.
- 6 - Son Excellence Monsieur Ahmad Ibn Abdallah Al Mahmoud, Ministre d'Etat aux Affaires Etrangères, de l'Etat du Qatar et représentant du Président de la vingt cinquième Session de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères a, ensuite, prononcé une allocution dans laquelle il a mis en relief la nécessité de la concertation et de la coopération pour affirmer l'identité islamique face aux mutations politiques, économiques et scientifiques que

connaît le monde d'aujourd'hui. Son Excellence a ensuite abordé le processus de paix au Moyen Orient, appelant à lui accorder la priorité, eu égard aux menaces que le blocage du processus fait peser sur la paix et la stabilité dans la région. Le Ministre d'Etat a appelé la Communauté internationale et les deux parrains de ce processus à exercer des pressions sur le gouvernement israélien afin que soient réalisés les objectifs d'un tel processus. Le Ministre d'Etat a également passé en revue une série de questions intéressant le monde islamique, notamment l'épreuve qui frappe les musulmans du Kosovo, la protection des droits des minorités musulmanes dans certains pays n'appartenant pas à l'OCI, le rejet du terrorisme, ainsi que la distinction à établir entre le terrorisme et la lutte des peuples pour leur droit légitime à la liberté et à l'autodétermination.

- 7 - Son Excellence le Dr Azeddine Laraki, Secrétaire général de l'Organisation, a prononcé, ensuite, un discours exhaustif sous forme d'un rapport dans lequel il a présenté les activités, les efforts et les initiatives menés par le Secrétariat général au cours de la période allant de la précédente à l'actuelle Session de la Conférence islamique des Ministres des Affaires étrangères, conformément aux résolutions adoptées par le Sommet islamique et la Conférence des Ministres des Affaires étrangères et en harmonie avec les orientations décidées par les Etats membres quant aux questions urgentes constituant la préoccupation centrale de l'Organisation. Le discours du Secrétaire Général a permis de rendre compte à la Conférence des importantes réformes entreprises par le Secrétariat Général, ainsi que du rôle actif que joue actuellement l'Organisation au service des intérêts supérieurs des Etats membres et des causes justes de la Oummah islamique, soulignant la place de choix que l'OCI occupe désormais sur la scène internationale, l'Organisation étant de plus en plus associée à diverses initiatives au plan international, qu'il s'agisse d'efforts en faveur du développement ou de démarches en vue du rétablissement de la sécurité et de la paix dans le monde.
- 8 - La Conférence a ensuite élu à l'unanimité Son Excellence Monsieur Youssouf Ouedraogo, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, à la présidence de la vingt sixième Session de la Conférence islamique des Ministres des Affaires étrangères. Monsieur Ouédraogo a prononcé une allocution dans laquelle il a souligné la nécessité de mettre en place une stratégie au service de la coopération entre les Etats membres fondée sur des intérêts mutuels et visant à atténuer les déséquilibres entre le Nord et le Sud. Monsieur Youssouf Ouédraogo a appelé à parachever la

réalisation du programme commun entre le Secrétariat Général et la Banque islamique de développement, d'une part, et le Comité islamique de solidarité avec les peuples du Sahel (CILSS), d'autre part, de manière à soutenir les projets de développement des Etats concernés.

- 9 - La Conférence a ensuite élu à l'unanimité les ministres des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, de la République arabe syrienne et de l'état de Palestine aux postes de Vice-Présidents de la Conférence, et le représentant de l'Etat de Qatar en qualité de rapporteur général.
- 10- Avant la fin de la séance publique d'ouverture, S.E. Monsieur Ibrahim Fall, Secrétaire Général Adjoint de l'ONU pour les Affaires politiques a prononcé, au nom de S.E.M Kofi Annan le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, un discours dans lequel il a salué les développements remarquables qui ont marqué les rapports de coopération entre l'OCI et l'ONU, que ce soit aux plans de la diplomatie préventive et de l'instauration de la sécurité et de la paix, ou au plan des activités des institutions des deux organisations qui opèrent dans les dix domaines prioritaires de leur coopération. Il a souligné l'importance de l'initiative entreprise par S.E. le Président Mohamed Khatami, Président de la République islamique d'Iran, Président du 8^{ème} Sommet islamique, au sujet du dialogue des civilisations qui est de nature à aider à la compréhension entre les peuples et au dépassement des fanatismes et des conflits.
- 11- La Conférence a décidé que le thème de la présente session soit : « Session de la paix et du partenariat pour le développement ».
- 12- La Conférence a ensuite approuvé le rapport de la réunion préparatoire des Hauts fonctionnaires de la présente session.
- 13- La Conférence a adopté le projet d'ordre du jour préparé par la réunion des Hauts fonctionnaires.
- 14- La Conférence a pris connaissance avec considération du rapport du Président de la 25^{ème} session de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, présenté dans le cadre du discours prononcé par le Chef de la délégation de l'Etat du Qatar.
- 15- La Conférence a également pris connaissance, avec satisfaction, des rapports du Secrétaire général sur les points inscrits à l'ordre du jour

et sur les activités menées par le Secrétariat général dans l'intervalle entre les 25^{ème} et 26^{ème} sessions de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères.

- 16- La Conférence a entendu au cours du débat général les interventions de Leurs Excellences les ministres des Affaires étrangères et les Chefs de délégation qui ont exprimé leurs positions en faveur des justes causes de la Oummah islamique et affirmé la nécessité de la solidarité islamique afin de resserrer les rangs et de s'engager résolument dans la bataille pour le développement. Leurs Excellences ont également évoqué diverses questions en rapport avec les développements survenant sur la scène internationale.
- 17- La Conférence a entendu, dans un esprit de fraternelle solidarité, le discours de M. Tahsin Ertugruloglu qui a exposé la juste cause du peuple chypriote turc musulman.
- 18- La Conférence a également entendu un exposé présenté par S.E. le Pr. Nur Missuari, Président du Front National de Libération MORO sur les développements relatifs à la mise en œuvre de l'accord conclu entre le Front Moro et le gouvernement des Philippines.

QUESTIONS ORGANIQUES, STATUTAIRES ET GENERALES

- 19- La Conférence a salué le rapport du Secrétaire général sur la coopération entre l'OCI et l'ONU, ainsi qu'entre l'OCI et l'ECO et d'autres organisations régionales et internationales. Elle a entendu avec appréciation l'exposé exhaustif présenté dans ce rapport des différentes activités et initiatives du Secrétaire général dans ce domaine, lesquelles témoignent de son attachement à renforcer la coopération avec ces organisations, au service des causes communes et des intérêts mutuels.
- 20- La Conférence a chargé le Secrétariat général d'étudier la proposition de la délégation de l'Azerbaïdjan d'inviter le Président exécutif de l'Organisation de la sécurité et de la coopération en Europe (OSCE) à participer à la prochaine Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères et au prochain Sommet islamique qui doit se tenir au Qatar.

- 21- La Conférence a pris note, avec satisfaction, du rapport du Secrétaire général sur la situation actuelle de l'Organisation et des moyens proposés pour y remédier. Elle s'est félicitée des informations détaillées que le rapport renferme concernant les mesures de rationalisation prises par le Secrétaire général dans le cadre de la restructuration de l'Organisation et de l'amélioration de sa performance. Elle a invité le Groupe des experts gouvernementaux chargés de la question de la restructuration à étudier les autres mesures recommandées.
- 22- Concernant le projet de programme d'action quadripartite multilatéral, évoqué dans le rapport du Secrétaire général sus-mentionné, la Conférence a demandé au Groupe d'experts gouvernementaux d'examiner les possibilités de financement de ce programme et a invité le Secrétariat général entre temps à poursuivre la coordination avec la Banque islamique de développement en vue de la mise en œuvre des recommandations contenues dans le document de la Banque relatif à la préparation de la Oummah islamique au 21^e siècle.
- 23- La Conférence a appuyé les candidatures suivantes :
 - Dr. Ghazi Al Ghossaibi, candidat du Royaume d'Arabie Saoudite, au poste de Directeur général de l'UNESCO,
 - Dr. Jacques Diouf pour un nouveau mandat au poste de Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO),
 - Monsieur Oun Chawket Al Khassawna, candidat du Royaume Hachémite de Jordanie, au poste de juge à la Cour internationale de Justice,
 - L'Ambassadeur Osman Al Sayed Fade Al Sayed de la République du Soudan, au poste de Secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'Unité africaine pour la région de l'Afrique de l'Est,
 - La candidature de la République tunisienne et de la République du Mali en tant que membres non permanents du Conseil de sécurité.
- 24- La Conférence a salué l'initiative de la République de Turquie et de la Malaisie d'engager des consultations entre elles pour se mettre d'accord sur celle d'entre elles qui accueillera la vingt septième session de la Conférence islamique des Ministres des Affaires

étrangères et leur a demandé de communiquer les résultats de ces consultations à la prochaine réunion de coordination des Ministres des Affaires étrangères des Etats membres qui se tiendra à New York en marge de la Cinquante quatrième session de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

- 25- La commémoration du vingt-cinquième anniversaire de la création de la Banque islamique de développement a été célébrée en marge de la réunion, le 1^{er} juillet 1999. Elle a été rehaussée par la présence du Président du Faso, Son Excellence Blaise Compaoré, de S.E. M. Youssouf Ouédraogo, ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, de S.E. M. Tertius Zongo, Ministre de l'économie et des finances, gouverneur de la BID pour le Burkina Faso, de Leurs Excellences les Ministres et chefs de délégation des Etats membres et du Secrétaire général de l'OCI, S.E. Dr. Azzedine Laraki.

AFFAIRES POLITIQUES

Les questions d'Al-Qods al-Charif, de la Palestine et du conflit arabo-israélien :

- 26- La Conférence a réaffirmé que la cause d'Al-Qods Al-Sharif est la première cause islamique. Elle a exprimé sa totale solidarité avec l'Organisation de Libération de la Palestine et à fournir un soutien accru à l'Autorité nationale palestinienne pour lui permettre d'édifier ses institutions nationales. Elle a salué la résistance du peuple palestinien et sa lutte pour le recouvrement de ses droits nationaux inaliénables, y compris son droit au retour, à l'autodétermination et à l'édification de son Etat indépendant et souverain sur son territoire national avec pour capitale Al-Qods Al-Sharif. Elle a demandé aux Etats membres d'entreprendre des démarches auprès de la communauté internationale pour obliger Israël à mettre fin à l'occupation et à retirer ses troupes de tous les territoires palestiniens et arabes occupés jusqu'à la ligne du 4 juin, et en premier lieu d'Al-Qods Al-Charif, afin de permettre au peuple palestinien de recouvrer ses droits nationaux imprescriptibles.
- 27- La Conférence a affirmé qu'Al-Qods Al-Sharif est partie intégrante des territoires palestiniens occupés en 1967, et que les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies relatives à l'ensemble des territoires occupés lui sont applicables. Elle a appelé la communauté internationale à agir sans tarder pour faire

cesser les opérations de construction de colonies de peuplement israéliennes et toutes les mesures et pratiques inhumaines et illégales entreprises par les autorités israéliennes d'occupation à Al-Qods Al-Charif et visant à la judaïser, y compris la confiscation des terres et des biens et la démolition des habitations et l'éviction des habitants, à en changer la configuration géographique et démographique et à profaner les lieux saints islamiques et chrétiens. Elle a appelé à la conjugaison des efforts pour le retour de la ville d'Al Qods Al-Sharif sous la souveraineté palestinienne, en tant que capitale de l'Etat de Palestine, afin de garantir la paix et la sécurité internationales dans la région.

- 28- La Conférence a également appelé la communauté internationale à éviter de traiter avec les autorités israéliennes d'occupation d'une manière qui puisse inciter à croire à une quelconque forme de reconnaissance implicite du fait accompli imposé par Israël en proclamant la ville d'Al-Qods comme sa capitale. Elle a réaffirmé que toutes les mesures et dispositions législatives, administratives et de colonisation visant à modifier le statut juridique de la ville sainte sont nulles et non-avenues, qu'elles sont contraires aux règles, aux conventions et aux usages internationaux, vont à l'encontre des accords conclus par les parties palestinienne et israélienne doivent être arrêtées et que leurs conséquences doivent être annulées. La Conférence a appelé tous les Etats membres à assister à la prochaine Conférence des parties contractantes de haut niveau, sur les modalités d'application de la Convention de Genève aux territoires palestiniens occupés y compris Al Qods Al Sharif, Conférence qui se tiendra à Genève le 25 juillet prochain conformément aux résolutions de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies en vue d'obliger Israël à appliquer l'accord sur les territoires palestiniens, y compris Al-Qods Al-Sharif.
- 29- La Conférence a affirmé son total soutien au processus de paix au Proche-Orient et son attachement aux principes et fondements de ce processus. Elle a appelé Israël à respecter ses engagements et à exécuter les accords auxquels ce processus a abouti, conformément aux principes adoptés à la Conférence de Madrid, ainsi qu'aux résolutions des Nations Unies, et en particulier les résolutions 242, 338 et 425 du Conseil de sécurité, et à la formule de la terre contre la paix, principe et formule garantissant le retrait d'Israël de l'ensemble des territoires arabes et palestiniens occupés, y compris la ville d'Al Qods Al-Sharif, le Golan syrien occupé, jusqu'à la ligne frontalière du

4 juin 1967, le Sud-Liban et la Bekaâ occidentale occupés ainsi que la réalisation des droits nationaux inaliénables du peuple palestinien.

- 30- La Conférence a affirmé que la violation par Israël des principes et fondements du processus de paix, son reniement de ses obligations, engagements et accords auxquels le processus a permis d'aboutir, ses atermoiements et ses rétractions quant à l'exécution de ces textes, ont gravement ébranlé le processus de paix. Elle a fait porter l'entière responsabilité de ces développements au gouvernement israélien.
- 31- La Conférence a exhorté les Etats islamiques qui ont fait des pas sur la voie de l'établissement de relations avec Israël, dans le cadre du processus de paix, à reconsidérer ces relations, y compris la fermeture de leurs bureaux et missions diplomatiques, jusqu'à ce que soit réalisé le retrait total d'Israël de l'ensemble des territoires arabes occupés et que soient garantis les droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à l'établissement de son Etat indépendant sur le sol de sa patrie, la Palestine, avec pour capitale Al-Qods Al Sharif.
- 32- La Conférence a appelé la communauté internationale, et plus particulièrement les deux co-parrains du processus de paix, à faire pression sur Israël pour qu'il se plie aux résolutions de la légalité internationale et mette fin à la politique d'implantation de colonies. Elle a également demandé au Conseil de sécurité de réactiver le Comité international de supervision et de contrôle pour empêcher les implantations dans la ville d'Al-Qods Al-Sharif et les territoires arabes et palestiniens occupés. Elle a en outre exhorté la communauté internationale et tous les Etats qui accordent une assistance économique et financière à Israël, à arrêter cette assistance dont Israël se sert pour mettre à exécution ses plans de colonisation et d'implantation dans les territoires arabes occupés en Palestine et au Golan syrien occupé. Elle a appelé la Communauté internationale à refuser de considérer les colonies israéliennes dans les territoires palestiniens et arabes occupés comme des lieux israéliens de production à partir desquels Israël exporterait ses produits, et à œuvrer pour l'arrêt de telles exportations.
- 33- La Conférence a lancé un appel en faveur d'une action dans le cadre des Nations Unies, des institutions et autres instances internationales, pour amener Israël à libérer les détenus, à permettre le retour des personnes déplacées, à mettre fin à la politique des sanctions collectives et aux opérations de confiscation des terres et des biens et de démolition des habitations, et à s'abstenir de toutes pratiques

nuisibles à la vie et à l'environnement dans les territoires palestiniens et arabes occupés, y compris à Al-Qods Al-Sharif.

- 34- La Conférence a appelé la Communauté internationale et le Conseil de sécurité à contraindre Israël à se conformer aux résolutions des Nations Unies, notamment la résolution N° 487 (1981) du Conseil de sécurité, à adhérer au traité de non-prolifération nucléaire et à appliquer les résolutions de l'Agence internationale de l'Energie atomique.
- 35- La Conférence a salué à nouveau les efforts déployés par le Comité d'Al-Qods sous la présidence de Sa Majesté Hassan II, Roi du Maroc et a exprimé sa satisfaction de voir l'Agence de « Beit Mal Al-Qods » entamer sa mission. Elle a appelé les Etats membres, les institutions de financement, les banques et les fonds islamiques, les chambres de commerce et d'industrie, les sociétés et les personnes physiques, ainsi que les hommes d'affaires, à apporter une assistance généreuse pour soutenir « Beït Mal Al-Qods », et à organiser des campagnes de collecte de dons au niveau populaire, pour le compte de l'Agence, afin de permettre à celle-ci de mettre en oeuvre les projets retenus pour appuyer la résistance du peuple palestinien dans la ville sainte.
- 36- La Conférence a salué la résistance des citoyens arabes du Golan à l'occupation et a condamné vigoureusement Israël pour ne s'être pas conformé à la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité de l'année 1981. Elle a réaffirmé que la décision d'Israël d'imposer ses lois, sa tutelle et son administration au Golan syrien occupé est illégale, nulle et non-avenue et ne revêt aucune valeur juridique. Elle a dénoncé Israël pour son obstination à modifier le statut juridique du Golan syrien occupé, sa composition démographique et sa structure institutionnelle. Elle a réaffirmé que la Convention de Genève de 1949 relative à la protection des civils en temps de guerre est applicable au Golan syrien occupé et a exhorté Israël à se retirer intégralement de l'ensemble du Golan syrien occupé jusqu'aux lignes du 4 juin 1967.
- 37- La Conférence a dénoncé vigoureusement Israël pour la poursuite de son occupation de certaines parties du Sud-Liban et de la Békaa occidentale. Elle a exhorté la communauté internationale à œuvrer en vue de l'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité de 1978, appelant Israël à se retirer immédiatement et sans conditions de tous les territoires libanais occupés jusqu'aux frontières internationalement reconnues. Elle a également appelé la communauté internationale à prendre toutes les mesures appropriées afin d'amener

Israël à libérer immédiatement tous les prisonniers et les Libanais enlevés et détenus dans les prisons israéliennes et dans les camps contrôlés par les forces qui en relèvent, et à s'employer à mettre fin aux agressions et pratiques israéliennes inhumaines à l'encontre des habitants sans défense dans les territoires libanais. Elle a réitéré son soutien aux efforts de l'Etat libanais visant à établir sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire, y compris la partie occupée par Israël au Sud-Liban et dans la Bekaâ occidentale.

Kosovo

- 38- La Conférence a réaffirmé son entière solidarité avec le peuple Kosovar en vue de surmonter l'épreuve qu'il traverse, suite à la politique d'oppression et de nettoyage ethnique menée contre lui par les forces serbes et qui a provoqué ainsi la pire des catastrophes humaines, dans l'histoire de la région, jetant sur les chemins de l'exode plus d'un million de réfugiés et entraînant la destruction des infrastructures, l'incendie des cultures et l'effusion du sang de milliers d'innocents parmi les habitants de la région.
- 39 - La Conférence a appelé au retour au Kosovo de tous les réfugiés et les personnes déplacées. Elle a salué, à cet égard, les aides humanitaires importantes consenties par les Etats membres à la population kosovar en détresse et a invité les Etats membres, la communauté internationale ainsi que toutes les Organisations et les institutions spécialisées à redoubler d'efforts pour financer les projets de reconstruction, de réinstallation des populations et de réhabilitation de tout ce que la guerre a détruit dans les Balkans.
- 40- La Conférence a appelé à accélérer la comparution des responsables serbes ayant perpétré des crimes contre l'humanité au Kosovo devant des tribunaux internationaux impartiaux afin qu'ils soient jugés pour les violations effroyables des droits des Musulmans au Kosovo ; elle a également appelé à l'abrogation de toutes les législations discriminatoires, et en particulier celles qui ont été promulguées depuis 1989.
- 41- La Conférence a appelé en outre à l'instauration d'une solution pacifique, globale et équitable qui garantisse la sécurité et la stabilité au Kosovo, permette aux habitants de la région de déterminer leur avenir politique et ouvre la voie à l'établissement d'institutions véritablement démocratiques aux plans juridique, politique,

économique et social, de manière à éviter la répétition de la tragédie vécue par la région.

- 42- La Conférence a salué les efforts du groupe de contact de l'OCI, chargé de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo. Elle l'a appelé à poursuivre ses efforts en vue d'attirer l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité d'assurer le suivi de l'évolution de la situation au Kosovo, de l'inciter à garantir le retour en toute sécurité des réfugiés kosovars, à mettre tout en œuvre pour mobiliser l'assistance humanitaire aux sinistrés, et à œuvrer à la reconstruction du Kosovo.
- 43- La Conférence a pris connaissance du rapport de la réunion tenue par le Groupe de contact sur la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo en marge de la Conférence. Elle a salué l'action importante menée par le groupe à Genève et New York, ainsi que les résultats positifs auxquels la Conférence ministérielle de ce Groupe réunie à Genève le 7 avril 1999 est parvenue. Elle a en outre apprécié les efforts déployés en Europe par la mission émanant dudit Groupe, ainsi que les contacts importants qu'elle a effectués. Elle a également exprimé sa considération pour les efforts déployés par le Secrétaire général dans ce domaine.

Jammu – Cachemire

- 44- La Conférence a demandé la nomination d'un représentant particulier du Secrétaire général de l'OCI pour le Jammu, et a invité le groupe de contact de l'Organisation sur le Jammu – Cachemire à tenir ses réunions en marge des sessions ordinaires de l'Assemblée générale de l'ONU, du Comité des Droits de l'Homme de l'ONU, ainsi que du Comité des Nations Unies contre la discrimination des minorités.
- 45- La Conférence a condamné les violations flagrantes des droits humains du peuple du Cachemire se trouve confronté. Elle a appelé au respect des droits fondamentaux de ce peuple, y compris son droit à l'autodétermination. Elle a appelé les Etats membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour convaincre l'Inde de mettre immédiatement fin à ces violations et permettre au peuple Cachemire d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité.

- 46- La Conférence a exprimé sa vive inquiétude devant la dangereuse escalade conséquent aux pilonnages nourris et aux raids aériens indiens au delà de la ligne de contrôle, ce qui a entraîné des pertes de vies humaines innocents. Elle a salué l'initiative diplomatique du gouvernement du Pakistan visant à désamorcer la crise, appelant les deux parties à se maîtriser et à recourir au dialogue pour mettre fin à la tension, en s'inspirant de la Déclaration de Lahore.
- 47- La Conférence a condamné les pertes infligées aux populations et les dégâts matériels, résultant de cette escalade, et exhorté la Communauté internationale – y compris l'ONU – à se pencher de toute urgence sur la situation qui ne cesse de s'aggraver au Jammu – Cachemire, et à entreprendre une médiation en faveur de la retenue et de la paix. La Conférence a exprimé sa solidarité totale avec la République islamique du Pakistan dans les efforts qu'elle déploie en vue de préserver sa souveraineté, son indépendance politique, son intégrité et sa sécurité territoriales.
- 48- La Conférence a pris note de la réunion tenue au niveau ministériel, en marge de ses travaux, par le groupe de contact chargé du Jammu – Cachemire émanant de l'Organisation de la Conférence islamique, et a adopté les recommandations présentées par le groupe. La Conférence a pris connaissance de la note qui a été soumise par les représentants authentiques du Peuple de Jammu – Cachemire.

Bosnie-Herzegovine

- 49- La Conférence a réaffirmé la poursuite de l'assistance financière à apporter aux projets de développement et de reconstruction en Bosnie-Herzegovine, appelant les Etats membres et les institutions financières spécialisées qui avaient promis de contribuer financièrement au développement de la Bosnie-Herzegovine à tenir sans délai leurs promesses afin d'aider à parachever les projets prévus pour le retour et l'installation des réfugiés ainsi que pour la réhabilitation de infrastructures de l'Etat.
- 50- La Conférence a appelé le groupe de mobilisation de l'assistance à la Bosnie-Herzegovine (AMG) et les institutions relevant de l'OCI à tenir sa prochaine réunion en octobre prochain, à Sarajevo, et à redoubler d'efforts pour attirer le plus de moyens de financement en vue de la réalisation des différents projets de développement en Bosnie. Elle a appelé la communauté internationale à garantir le respect total des accords relatifs à la stabilité et à la limitation des armements dans la région.

Afghanistan

- 51- La Conférence a réaffirmé son appui aux initiatives de l'OCI et de l'ONU en vue d'une solution pacifique de la crise afghane et aux rencontres entre les parties afghanes, organisées par les deux organisations à cette fin, notamment à Ashkabad. Elle a souligné la nécessité de poursuivre l'étroite coordination entre l'OCI et l'ONU en vue de promouvoir un règlement politique pacifique global en Afghanistan.
- 52- La Conférence a lancé un appel à toutes les factions afghanes pour qu'elles décrètent, immédiatement et sans condition un cessez-le-feu et s'attachent d'un commun accord à la constitution d'un gouvernement d'unité nationale multipartite et pluriethnique. Elle a demandé à tous les Etats de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures afghanes et souligné l'importance d'un respect absolu de la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'indépendance et l'identité islamique de l'Afghanistan.
- 53- La Conférence a appelé à la création d'un Fonds d'aide au peuple afghan, sous l'égide de l'OCI. Elle a lancé un appel à l'ensemble des citoyens afghans à coopérer en vue de mettre fin à la production et l'exportation des stupéfiants.

Somalie

- 54- La Conférence a réaffirmé son engagement à contribuer activement au rétablissement de la stabilité en Somalie et à la préservation de l'unité et de la souveraineté de la Somalie. Elle a demandé la convocation d'une conférence internationale pour la paix et la réconciliation nationale en Somalie et a demandé au Secrétariat général d'engager les contacts nécessaires en vue de la convocation de la conférence, en collaboration avec l'ONU, l'OUA et les autres organisations concernées.
- 55- La Conférence a noté avec une vive inquiétude la reprise des accrochages sanglants entre les factions somaliennes et s'est déclarée alarmée par l'ingérence de forces extérieures qui a contribué à exacerber le conflit. Elle leur a demandé de mettre fin à toute activité pouvant compromettre la paix et la stabilité en Somalie.

- 56- La Conférence a appelé les factions somaliennes à honorer leurs engagements pris à la Conférence du Caire en décembre 1997 et à collaborer entre elles pour trouver une solution pacifique qui garantirait le rétablissement de la sécurité, de la stabilité et de l'unité en Somalie.

Conséquences de l'agression irakienne contre le Koweït

57. La Conférence s'est déclarée gravement préoccupée par l'impasse où se trouvent efforts des Nations Unies en vue de l'élimination des armes de destruction massive. Elle a invité l'Irak à reprendre sa coopération avec le Conseil de Sécurité dans le cadre de son initiative actuelle pour relancer la coopération entre l'Irak et les Nations Unies et ce, afin de préserver la sécurité et la stabilité dans la région conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies. Elle s'est félicitée de la création du Comité ministériel constitué par les Ministres arabes des Affaires étrangères, le 24 janvier 1999 au Caire, pour promouvoir les efforts de coopération avec les Nations Unies.
- 58- La Conférence a invité l'Irak de nouveau à coopérer avec le Comité international de la Croix rouge et le Comité tripartite créé à Genève sous son égide en vue de la libération des prisonniers, des détenus militaires et civils koweïtiens ou ressortissants d'autres pays, et de la restitution par l'Irak des biens koweïtiens.
- 59- La Conférence a appuyé la résolution 949 du Conseil de sécurité demandant à l'Irak de s'abstenir d'utiliser de nouveau ses forces militaires ou toutes autres forces à des fins d'agression ou de provocation pour menacer ses voisins ou les opérations de l'ONU en Irak.
- 60- La Conférence a réaffirmé son respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de l'Irak et a sympathisé avec le peuple irakien dans l'épreuve qu'il traverse. Elle a salué la résolution du Conseil de sécurité n°1153 (1998) par laquelle celui-ci a reconduit sa résolution 986 (1995) pour une période supplémentaire de six mois afin de répondre aux besoins humanitaires et d'alléger les souffrances du peuple irakien.
- 61- La Conférence a exprimé sa profonde inquiétude, face à la dégradation grave et constante de la situation alimentaire, sanitaire et humanitaire du peuple irakien musulman, et en particulier des enfants, des femmes, et des vieillards, dégradation confirmée par les rapports du Secrétaire

général de l'ONU, des agences spécialisées et de nombreuses organisations humanitaires gouvernementales et non gouvernementales.

- 62- La Conférence a appelé les Etats membres à conjuguer leurs efforts pour aider l'Irak à arrêter cette dégradation et à traiter les cas humanitaires, afin de mettre fin aux souffrances de la population de façon sérieuse et concrète, dans les meilleurs délais possibles et de trouver un règlement politique global et équitable du problème irakien dans son ensemble.

Agression arménienne contre l'Azerbaïdjan

- 63- La Conférence a affirmé son ferme soutien au Gouvernement de l'Azerbaïdjan face à l'agression perpétrée contre ce pays par la République d'Arménie et qui est allée jusqu'à menacer le patrimoine culturel et historique du peuple azéri. La Conférence a réitéré son appel au règlement de ce conflit à travers les négociations entamées dans le cadre du Groupe de Minsk de l'Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe (OSCE). La Conférence a appelé le gouvernement de la République arménienne à retirer ses forces de tous les territoires azéris, réaffirmant la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de l'Azerbaïdjan.

Agression américaine de 1986 contre la Jamahiriya arabe libyenne

- 64- La Conférence a réaffirmé son soutien au droit de la Jamahiriya arabe libyenne à des dédommagements, suite aux pertes qu'elle a subies du fait de l'agression américaine perpétrée contre son territoire en 1986, et ce conformément à la résolution 41/38 du 20/11/1986 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle a appelé le Gouvernement des Etats-Unis à faire droit à cette résolution et à recourir à des options pacifiques pour résoudre ses différends avec la Jamahiriya.

Progrès réalisés concernant le règlement de la crise opposant la Libye aux Etats-Unis d'Amérique et au Royaume Uni.

65. La Conférence a salué les efforts et les démarches entrepris par les Etats frères et amis en vue du règlement de cette question et s'est félicitée des résultats auxquels ont abouti les démarches entreprises à cet effet par le Royaume d'Arabie saoudite et la République d'Afrique du Sud.

- 66- La Conférence a accueilli favorablement la décision de la Cour internationale de Justice, en date du 27/2/1998, par laquelle elle se déclare compétente pour statuer sur l'affaire et a pris connaissance des éclaircissements apportés par la délégation de la Grande Jamahiriya arabe libyenne socialiste à ce sujet.
- 67- La Conférence a exprimé son appui aux demandes formulées par la Grande Jamahiriya et visant à assurer aux deux suspects libyens toutes les garanties et conditions adéquates en vue d'un jugement équitable et impartial.
- 68- La Conférence s'est également félicitée des progrès réalisés en vue du règlement global de la crise, y compris la suspension de l'embargo décrété contre la Grande Jamahiriya en application des résolutions 748/92 et 883/93 du Conseil de sécurité, en attendant que cet embargo soit entièrement levé.
- 69- La Conférence a appelé le Conseil de sécurité à prendre des mesures immédiates pour la levée définitive de l'embargo frappant la Jamahiriya. Elle a exprimé son appui au droit de la Jamahiriya d'exiger la compensation des dommages qu'elle a subis du fait de cet embargo.

Solidarité avec l'Iran et la Libye concernant la loi dite « d'Amato »

- 70- La Conférence a réaffirmé les principes des chartes de l'OCI et de l'ONU qui stipulent la nécessité pour tous les Etats de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des autres Etats et de régler leurs différends par les voies pacifiques.
- 71- La Conférence a également réaffirmé sa solidarité avec la République islamique d'Iran et la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, dans leur position face à la loi dite « d'Amato ». Elle a rejeté toute mesure arbitraire extraterritoriale ou unilatérale, qu'elle soit politique ou juridique, appliquée par un pays contre un autre et a exhorté tous les Etats à considérer nulle et non avenue cette loi qui va à l'encontre des normes du droit international.

Chypre

- 72- La Conférence a réaffirmé ses précédentes résolutions sur Chypre et a exprimé sa solidarité avec le peuple chypriote turc pour la défense de sa juste cause. Elle a invité les deux parties à négocier pour rechercher ensemble, en toute liberté, une solution mutuellement acceptable et sa

exprimé son appréciation des efforts constructifs déployés dans ce sens par la partie chypriote turque et que reflète sa proposition globale en date du 31 août 1998. Elle a également exprimé son soutien aux efforts déployés par le Secrétaire général des Nations Unies dans le cadre de sa mission de bons offices. La Conférence a lancé un appel en faveur d'un règlement politique juste fondé sur le respect des aspirations légitimes du peuple chypriote turc et a souligné, à cet égard, la nécessité impérieuse de respecter le principe de l'égalité de statut politique pour la réalisation d'une solution librement négociée et mutuellement acceptable. Elle a également rappelé sa décision antérieure de rester saisie de la demande d'adhésion chypriote turque en qualité de membre à part entière de l'OCI et de continuer à œuvrer au renforcement de la participation de la communauté musulmane turque de Chypre aux activités et réunions des organes de l'OCI. Elle a également invité les Etats membres à développer et à élargir leurs liens avec le peuple chypriote turc dans tous les domaines, y compris le commerce, le tourisme, la culture, de l'information, les investissements et le sport.

Europe de l'Est et Europe Centrale

73. La Conférence confirme son appui aux efforts continus déployés par l'Organisation de la Conférence islamique pour renforcer les liens d'amitié et de coopération et promouvoir les échanges culturels et économiques entre les Etats de l'Europe de l'Est et de l'Europe centrale d'un côté et le monde islamique de l'autre. Elle a invité les pays de cette région à s'ouvrir davantage au monde musulman. Elle a exprimé son espoir de voir ces Etats permettre aux minorités musulmanes vivant dans leurs pays, d'exercer plus librement leur droit à apprendre leur langue et leur religion et à sauvegarder leur patrimoine culturel, en tant qu'élément du dialogue des civilisations et manifestation du respect de la culture d'autrui.

la sécurité et la solidarité

74. La Conférence a réaffirmé que les énormes défis auxquels le monde islamique est confronté ainsi que les données culturelles et intellectuelles résultant de la mondialisation culturelle et économique, représentent une menace réelle à la sécurité des Etats membres qui ne saurait être contrecarrée que par la solidarité et l'unité des Etats islamiques qui doivent constituer un vaste front uni du fait que les petites entités sont les plus exposées aux menaces, dans le monde actuel.

75. La Conférence a pris note du rapport et des recommandations du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'examiner les voies et moyens de stimuler la solidarité entre les Etats membres et a invité le Secrétaire général à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de la mise en œuvre de ces recommandations. Elle a demandé aux Etats membres de coopérer et de présenter toutes les facilités nécessaires à ce Groupe, en vue de lui permettre de poursuivre ses activités.

Désarmement

76. La Conférence a réaffirmé la position des Etats membres en faveur d'un monde exempt d'armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires ; et a réaffirmé également le droit des Etats de développer leurs programmes d'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et au service de leur développement économique et pour le bien-être de leurs peuples. La Conférence a lancé un appel pour que la région du Moyen Orient, l'Asie Centrale et l'Asie du Sud soient des zones exemptes d'armes nucléaires.
77. La Conférence a demandé au Conseil de sécurité, aux organes spécialisés et à la communauté internationale d'amener Israël à se conformer à la résolution du Conseil de sécurité n° 487 (1981), aux résolutions de l'Agence internationale de l'énergie atomique, et à soumettre toutes les installations nucléaires israéliennes au système global de contrôle de l'Agence, et à toutes les résolutions pertinentes. La Conférence a demandé également d'amener Israël à renoncer à l'armement nucléaire et à fournir un état complet de ses stocks d'armes et de matières nucléaires au Conseil de Sécurité et à l'Agence internationale de l'énergie atomique.
78. La Conférence a affirmé réaliser l'importance du renforcement de la sécurité et de la stabilité aux niveaux régional et international pour le règlement pacifique des conflits en suspens, et l'instauration d'un équilibre équitable en matière d'armement. Dans ce contexte la Conférence a réaffirmé toute l'importance qu'il y a à fournir aux Etats ne détenant pas d'armes nucléaires, des garanties claires et efficaces pour qu'ils ne soient pas l'objet d'utilisation ou de menace d'utilisation. La Conférence a exprimé en outre son inquiétude face au phénomène de la propagation des armes classiques, particulièrement sur le continent africain et l'extension des tensions des conflits régionaux qui en ont découlé.

Déversement des déchets nucléaires et toxiques

79. La Conférence a condamné les agissements contraires à la morale d'Etats qui se débarrassent de leurs déchets toxiques dans les eaux territoriales de certains de ses Etats membres et a considéré ces agissements comme un crime inqualifiable perpétré contre les peuples des Etats membres et l'humanité tout entière.

Elimination des mines antipersonnel

80. La Conférence a profondément déploré les grandes pertes et les graves préjudices causés par les mines aux enfants, aux femmes, aux personnes âgées et aux civils innocents et a appelé l'ensemble des Etats membres à adhérer à la Convention Internationale sur l'interdiction de l'usage et la fabrication des mines antipersonnel.
81. La Conférence a exhorté la communauté internationale, et les pays développés en particulier, à apporter toute l'assistance nécessaire en vue de l'élimination des mines antipersonnel et à fournir à cet effet, à l'ensemble des Etats affectés le matériel et les équipements technologiques de pointe nécessaires, ainsi qu'une assistance directe ou indirecte, pour soigner et rendre à la vie active les victimes des mines antipersonnel.

Coordination et consultation entre les Etats membres

82. La Conférence a affirmé la nécessité de promouvoir la coordination et la concertation entre les Etats membres en tant qu'une des exigences fondamentales du renforcement de la fraternité et d'œuvrer à orienter les rapports entre les Etats membres vers l'adhésion aux principes de bon voisinage et le respect de la souveraineté des autres Etats. La Conférence a insisté sur la nécessité de renforcer la coordination entre les Etats membres en vue de circonscrire le terrorisme et la violence sous toutes leurs formes.

Solidarité avec les peuples du Sahel

83. La Conférence a exprimé sa satisfaction de la reprise des activités du Comité islamique de solidarité avec les peuples du Sahel et a rendu hommage, à cet égard, au rôle important et efficace joué par la Banque islamique de développement, le Royaume d'Arabie Saoudite et l'Etat du Koweït. La Conférence a invité tous les Etats membres qui ont promis une assistance financière à accélérer le paiement de

leurs contributions afin de renforcer le programme spécial mis en œuvre par l'OCI, le CILSS et la BID. La Conférence a réaffirmé de nouveau sa totale solidarité avec les Etats du Sahel africain victimes de la sécheresse et de la désertification.

La situation économique en Afrique

84. La Conférence s'est félicitée des efforts déployés par les pays africains sur la voie du développement et du redressement économique, conformément au Traité d'Abuja de 1991 instituant la Communauté économique africaine. Elle a souligné la nécessité d'œuvrer à la mise en œuvre du programme des Nations Unies pour le développement en Afrique pour les années 1990 et lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle honore ses engagements vis-à-vis de l'Afrique.
85. La Conférence a appelé à l'adoption d'une nouvelle approche en vue d'annuler les dettes des Etats les moins avancés, et a demandé aux Etats membres ayant de bonnes relations avec les grandes puissances industrielles et les Institutions financières internationales d'user de ces relations pour inciter ces puissances et ces institutions à annuler les dettes de l'ensemble des Etats les moins avancés.

Réparation des préjudices causés par le colonialisme

86. La Conférence a réaffirmé de nouveau le droit de la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne Populaire et Socialiste à des dédommagements pour toutes les pertes matérielles et humaines conséquentes à la période de l'occupation et de la colonisation des territoires libyens, et a appelé les Etats ayant été à l'origine de ces préjudices à donner une suite satisfaisante aux revendications de la Grande Jamahiriya.

Solidarité avec le soudan

87. La Conférence a réaffirmé sa solidarité avec le Soudan face aux complots qui le menacent et son soutien au droit de cet Etat à défendre son unité ainsi que l'intégrité et la stabilité de son territoire. La Conférence a salué les efforts inlassables du Gouvernement Soudanais en vue de parvenir à un règlement pacifique au problème du sud du pays, par la voie de la négociation entre les différentes parties soudanaises.

Niger

88. La Conférence a appelé les Etats membres à fournir l'assistance financière et technique nécessaire à la République du Niger pour la sauvegarde de son unité territoriale et la réalisation de ses projets et programmes de développement tels que prévus par l'Accord de Paix conclu, il y a cinq ans entre la République du Niger et le mouvement de résistance armée, et dont la mise en œuvre n'a toujours pas été réalisée, ce qui met en péril l'avenir du processus de paix dans le pays. Elle a invité le Gouvernement du Niger à élaborer des études de faisabilité détaillées des projets essentiels de développement national, en coordination avec le Secrétariat général, afin de les soumettre aux Etats membres et aux institutions financières internationales, en vue d'obtenir les financements nécessaires à leur réalisation.

Assistance à la République du Mali

89. La Conférence a exprimé son appui aux efforts que déploie le Gouvernement du Niger, pour faire face aux défis du développement économique, social et culturel auxquels le nord de ce pays se trouve confronté en raison des graves conséquences de la guerre que cette région a connue. Elle a de nouveau exhorté les Etats membres et les institutions financières islamiques à participer activement au financement des programmes de développement, de reconstruction et de retour des réfugiés, invitant le Secrétariat général à prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard et à suivre les concours que les Etats islamiques apporteront pour le financement de ces projets.

Le droit d'utiliser la science et la technologie

90. La Conférence a appelé les Etats membres à promouvoir et à développer l'utilisation de la Science et de la Technologie dans leurs projets culturels, sociaux et économiques, à créer des centres de recherche et d'expérimentation scientifiques, et à encourager les chercheurs dans ce domaine. Elle a appelé les Etats membres à renforcer leur coopération scientifique et technologique, aux plans bilatéral ou multilatéral dans le cadre du Comité permanent pour la Coopération scientifique et technologique (COMSTECH).

91. La Conférence a exhorté les pays industrialisés à faciliter le transfert des technologies vers les pays en développement et à lever les barrières qui entravent ce processus.

Les réfugiés

92. La Conférence a exprimé sa profonde préoccupation face à l'aggravation du phénomène des réfugiés dans les sociétés musulmanes et de ses effets néfastes, tant pour les réfugiés musulmans que pour les Etats islamiques qui accueillent ces réfugiés. Elle a invité les Etats membres à activer les mécanismes de coopération aussi bien entre eux qu'avec les organes internationaux spécialisés, en vue de faire face à cette situation et rechercher les solutions les plus appropriées à ce problème.
93. La Conférence a pris acte du rapport et des recommandations du Groupe d'Experts gouvernementaux sur le problème des réfugiés et a invité le Secrétaire général à prendre les mesures nécessaires pour faire face au problème de l'exode des réfugiés à partir du et vers le monde islamique.

Assistance aux réfugiés du Soudan

94. La Conférence a réitéré son appel aux Etats membres et aux organisations internationales spécialisées afin qu'ils apportent au Soudan une assistance financière et technique qui lui permette de faire face à l'afflux de plus en plus important de réfugiés et de personnes déplacées sur son territoire. Elle a également exhorté la Banque islamique de développement à fournir une assistance financière au Soudan pour soutenir les projets de réinstallation des personnes déplacées et des réfugiés soudanais et pour faciliter le retour des populations regagnant les zones libérées du joug de la rébellion, de manière à rétablir la paix et la sécurité dans le pays.

Conférence de l'an 2000 sur la révision du traité de non prolifération nucléaire

95. La Conférence a invité l'ensemble des Etats membres parties au Traité de non-prolifération nucléaire à participer à la Conférence de l'an 2000 sur la révision du TNP et à ses commissions préparatoires. Elle a invité tous les Etats parties au TNP à continuer d'exercer des pressions sur Israël pour qu'il adhère au Traité et

soumettre la totalité de ses programmes nucléaires au système de garantie de l'AIEA.

Soutien au Kazakhstan pour la conférence sur les mesures destinées à établir la confiance en Asie

96. La Conférence a salué les efforts de la République du Kazakhstan dans le cadre de la poursuite de son initiative de convoquer une conférence pour l'instauration de la confiance dans le continent asiatique.
97. La Conférence a réaffirmé, concernant la convocation de cette Conférence, sa position exprimée lors de différentes sessions, à savoir que les pays islamiques ne considèrent pas Israël comme faisant partie du groupe des pays asiatiques.

Réforme des Nations Unies

98. La Conférence a réaffirmé que les mutations de l'après-guerre froide et la disparition de la bipolarité ainsi que les grands bouleversements géographiques qui les ont accompagnés exigent une réforme en profondeur de l'Organisation des Nations Unies, l'élargissement du Conseil de Sécurité et le renforcement de ses prérogatives, afin qu'il assume le rôle qui est véritablement le sien dans la préservation de la paix et de la sécurité dans le monde.

Situation en République Fédérale Islamique des Comores

99. La Conférence a exprimé sa profonde préoccupation devant la dégradation de la situation politique dans la République Fédérale Islamique des Comores, considérant l'instabilité politique comme un facteur négatif de nature à entraver le processus de développement et de paix sociale et à aggraver l'isolement du pays. Il a réaffirmé la teneur des recommandations de la Conférence nationale d'Antananarivo et exhorté l'ensemble des parties à les respecter.
100. La Conférence a souligné que la séparation des Iles de Mayotte et d'Aujouan du reste de l'archipel constitue une grave atteinte à l'intégrité territoriale de la République des Comores. Elle a appelé le Secrétariat général à poursuivre ses efforts, en coordination avec l'OUA et la Ligue des Etats Arabes, afin de parvenir à une solution pacifique du problème. Elle a également exhorté les Etats membres à

fournir l'aide matérielle et financière nécessaire pour aider le peuple comorien à surmonter la grave crise économique qu'elle traverse.

Les sanctions économiques contre le Soudan

101. La Conférence a invité de nouveau le gouvernement des Etats Unis à lever les sanctions économiques unilatérales imposées au Soudan dans la mesure où elles sont incompatibles avec les objectifs et les principes de l'ONU et en contradiction avec les principes de l'OCI et compte tenu, aussi, de leurs effets néfastes sur ce pays et les pertes qu'elles entraînent, sur les plans économique et social, pour le peuple soudanais.

Les sanctions économiques unilatérales en général

102. La Conférence a invité tous les Etats qui imposent des sanctions unilatérales aux Etats membres de l'Organisation à y mettre fin, de telles pratiques étant contraires aux objectifs et principes des Chartes de l'ONU, de l'Organisation de la Conférence Islamique et du Mouvement des Non-Alignés ainsi qu'aux accords de l'Organisation mondiale du commerce.
103. La Conférence a exhorté les Etats membres à accorder leur assistance et leur soutien aux Etats membres frappés par des sanctions économiques unilatérales, et à manifester leur solidarité avec ces Etats.

Sierra Leone

104. La Conférence a exprimé sa satisfaction quant au rôle important joué par la Commission économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur les plans politique et militaire, tant pour rétablir la stabilité et la paix au Sierra Leone, que pour repousser le Mouvement de rébellion loin de la capitale Freetown que pour restaurer la légalité constitutionnelle incarnée par le Président Ahmed Tijan Kebah.
105. La Conférence a condamné les actes barbares et les violations flagrantes des droits de l'Homme perpétrées par la rébellion. Elle a exprimé son soutien indéfectible au programme du gouvernement du Président Kabah visant à trouver une issue pacifique et négociée à la crise politique de Sierra Leone.

106. La Conférence a appelé tous les Etats membres et les institutions internationales et islamiques à fournir une assistance urgente au gouvernement de Sierra Leone pour lui permettre de faire face aux graves difficultés que connaît le pays. La Conférence a également appelé à soutenir les Etats voisins qui abritent un grand nombre de réfugiés de Sierra Leone.

Le raid américain contre l'usine Al-Shifa de produits pharmaceutiques à Khartoum

107. La Conférence a appuyé la demande de la République du Soudan de constitution d'une commission internationale d'enquête sous les auspices du Conseil de sécurité pour enquêter sur les allégations des Etats Unis selon lesquelles l'usine de produits pharmaceutiques « al-Shifa » fabriquerait des gaz chimiques toxiques. La Conférence a demandé au Gouvernement des Etats Unis de faire droit à la demande du Soudan. Elle a affirmé sa solidarité totale avec le Soudan face aux plans hostiles visant sa sécurité et son intégrité territoriale.

La Guinée Bissau

108. La Conférence a exprimé son soutien aux efforts déployés par la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en vue d'aboutir à un règlement pacifique de la crise en Guinée Bissau.
109. La Conférence a exprimé sa profonde préoccupation devant la reprise des affrontements en Guinée Bissau et les développements qu'ils ont entraîné et qui ont conduit à un changement de régime, contrairement aux termes de l'accord de Lagos. La Conférence a demandé aux nouvelles autorités de respecter le programme de retour à la vie constitutionnelle démocratique et d'organisation d'élections libres, conformément à l'accord conclu au Sommet de Lagos.

La préservation de la sécurité et de l'intégrité territoriale des Etats islamiques

110. Partant de l'intérêt primordial qu'elle attache au maintien de la sécurité et de la stabilité, et de son attachement aux intérêts fondamentaux de la Oummah islamique, la Conférence a réaffirmé la souveraineté de l'Irak, son indépendance, l'intégrité et la sécurité de son territoire. Elle a appelé la communauté internationale à mettre fin à toutes formes d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Irak et à

s'abstenir à l'avenir de toute action du même genre afin de préserver la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières de l'Irak.

La lutte contre la prolifération et le trafic illicite des armes légères et des armes de faible calibre

111. La Conférence a rendu hommage à la République du Mali pour avoir pris l'initiative d'organiser la célébration du « Flambeau de la paix » au cours de laquelle des millions d'armes légères et de petit calibre ont été brûlées et détruites, et pour les efforts qu'elle déploie pour mobiliser la communauté internationale contre le commerce de ce genre d'armements.
112. La Conférence a exprimé sa satisfaction quant à la création de comités nationaux de lutte contre les armes légères dans la région du Sahel africain. Elle a invité les Etats membres et les pays africains en particulier à renforcer la coopération entre eux pour lutter contre le trafic illicite des armes légères.
- 113- La Conférence a exprimé sa satisfaction quant à l'initiative de l'Union Européenne visant à créer un mécanisme international chargé de la surveillance et de la lutte contre la vente et la circulation des armes légères et de petit calibre par des voies illicites. Elle a invité l'OCI à mettre en place des mécanismes de coordination efficaces entre elle, l'Union Européenne, l'OUA, la CEDEAO et les autres organisations régionales concernées par cette question.

L' Union parlementaire des membres de l'Organisation de la Conférence islamique

- 114- La Conférence s'est félicitée de la création de l'Union Parlementaire des membres de l'OCI, par la conférence constitutive à Téhéran (15 au 17 juin 1999), et a invité le Secrétaire général à renforcer les relations avec ladite Union.

Les Communautés et minorités musulmanes

- 115- La Conférence a exprimé à nouveau sa satisfaction quant à l'Accord de paix entre le gouvernement de la République des Philippines et le Front de Libération Nationale MORO officiellement conclu le 2 septembre 1996 à Manille. Elle a exprimé son appréciation des importantes étapes franchies dans le sens de l'application intégrale

de cet accord. Elle a également appelé le gouvernement de la République des Philippines et le Front de Libération Nationale MORO à préserver les acquis réalisés, en vertu de l'Accord de paix.

- 116- La Conférence a loué les efforts déployés par les dirigeants du Front National de Libération MORO ainsi que par le gouvernement de la République des Philippines pour l'instauration de la paix dans le sud du pays. Elle a appelé le Secrétaire général et l'ensemble des parties concernées à continuer d'apporter l'assistance nécessaire en vue de l'application intégrale de l'Accord de paix durant la période transitoire et ce jusqu'à la création de la zone autonomie dans le sud des Philippines.
- 117- La Conférence a pris note avec satisfaction des efforts déployés par le Secrétaire général pour la mise en œuvre des résolutions adoptées au sujet des communautés et minorités musulmanes dans les Etats non-membres, et particulièrement la constitution d'un groupe de contact formé de membres des délégations permanentes des Etats membres auprès de l'ONU, à New York et à Genève, en vue d'examiner les cas de violation des droits des communautés et minorités musulmanes dans les Etats non-membres.
- 118- La Conférence a souligné la nécessité de veiller à consolider l'attachement des communautés et minorités musulmanes à leur identité religieuse et culturelle et à leur droit de bénéficier d'un traitement équitable en ce qui concerne leurs droits, obligations et devoirs, et à ce que soient garantis tous leurs droits religieux, civiques et autres, sans ségrégation ni discrimination.
- 119- La Conférence a réitéré son appui à la cause des communautés et minorités musulmanes vivant dans les pays non-membres de l'OCI. La Conférence, tenant compte du fait que la minorité turque musulmane de Thrace occidentale fait partie intégrante du monde musulman, a regretté la perpétuation de la violation des droits et des libertés fondamentales de cette minorité. Elle a déploré la condamnation à l'emprisonnement du mufti élu de Xanthi, M. Mehmet Emin Aga et a exprimé sa préoccupation face à l'obstruction des travaux de construction de la Mosquée Kimmeria. Elle a exhorté la Grèce à prendre toutes les mesures pour rétablir les droits de la minorité turque musulmane en Thrace occidentale et à reconnaître les muftis élus de Xanthi et Komotini, comme muftis officiels.

AFFAIRES JURIDIQUES

120. La Conférence a souligné la nécessité de hâter la création de la Cour Internationale Islamique de Justice et a appelé les Etats membres à accélérer les procédures de ratification des statuts de ladite Cour.
121. La Conférence a réaffirmé son attachement à la consolidation des droits de l'Homme et au suivi de la Déclaration du Caire sur les Droits de l'Homme en Islam ainsi qu'à la mise en œuvre du processus d'élaboration des critères, des valeurs et des instruments islamiques afférant aux droits de l'Homme. Elle a souligné l'importance de la coordination entre les Etats membres dans le domaine des droits de l'Homme, de même que la nécessité de prendre en considération la Déclaration du Caire sur les Droits de l'Homme en Islam et les principes fondant la position de ces Etats dans la question des droits de l'Homme en prévision des discussions qui doivent avoir lieu dans le cadre de la cinquante quatrième session de la Commission des droits de l'Homme.
122. La Conférence a exprimé sa satisfaction quant aux efforts louables déployés par le Secrétaire général et par le groupe de l'OCI à Genève dans le cadre de la coordination avec le Haut Commissariat pour les Droits de l'Homme, en préparation du séminaire organisé à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme sur le thème « un nouvel aspect de l'universalité des droits de l'Homme : la Déclaration universelle des Droits de l'Homme du point de vue islamique ».
123. La Conférence a exhorté les Etats membres à adhérer aux traités relatifs à la lutte contre la piraterie aérienne et, en cas de détournement, à accorder leur assistance aux victimes. Elle a également lancé un appel en vue de convoquer, sous les auspices des Nations Unies, une conférence internationale pour définir le concept de terrorisme, et faire la distinction entre le terrorisme et la lutte des peuples pour la libération nationale. Elle a également condamné les actes de terrorisme commis prétendument au nom de l'Islam, et a souligné l'importance de la coopération internationale et régionale pour lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes.
- 124- La Conférence a condamné le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, y compris le terrorisme d'Etat et a exprimé son inquiétude face à la poursuite des actes de violence et de crimes

terroristes, en particulier ceux ayant pris récemment pour cibles des touristes étrangers. Elle a exhorté les Etats membres à ne pas donner asile aux terroristes et à aider à les traduire en justice.

125. La Conférence s'est félicitée de l'adoption de la Convention de l'OCI pour la lutte contre le terrorisme international. Elle a invité les Etats membres à la signer et à la ratifier dans les meilleurs délais. Elle a exprimé à cette occasion au groupe d'experts chargés de la question et présidé par son Excellence Dr. Mohamed Ezzedin Abdul Moneim, vice ministre adjoint des Affaires étrangères de la République arabe d'Egypte, sa profonde gratitude pour les efforts qu'il a déployés dans l'élaboration de cette Convention.

Information et communication

126. La Conférence a exprimé sa profonde satisfaction des réalisations du Secrétariat général de l'Organisation en matière d'activités médiatiques, dans le cadre des plans élaborés par le Comité permanent pour l'information et des affaires culturelles (COMIAC) que préside avec sagesse et compétence, son Excellence le Président Abdou Diouf, Président de la République du Sénégal.
127. La Conférence a rendu hommage au ministère sénégalais de la Communication pour les efforts qu'il déploie durant son mandat en tant que Président de la quatrième session de la Conférence islamique des ministres de l'information, pour son suivi issu de la mise en œuvre de ses résolutions et pour avoir bien voulu parrainer la première réunion du Comité ministériel de suivi de la quatrième Conférence islamique des Ministres de l'information.
128. La Conférence s'est félicitée de la publication du deuxième numéro de la Revue de l'OCI qui comporte des informations détaillées sur les diverses activités du Secrétariat général et des institutions affiliées à l'Organisation.
129. La Conférence s'est félicitée de la publication de brochures renfermant des documents de base sur l'action islamique commune en matière d'information : stratégie de l'information islamique, code de déontologie de l'information islamique et programme islamique pour le développement de l'information et de la communication, documents qui visent à mieux faire connaître les fondements juridiques de l'information islamique commune.

130. La Conférence a approuvé les propositions du Secrétaire général visant à redynamiser le secteur de l'information, à en promouvoir le rôle au service des justes causes et de l'image de l'islam et à faire connaître son patrimoine et ses nobles idéaux, dans le but de rendre les médias islamiques plus performants afin qu'ils puissent avoir un impact plus grand sur leur public et qu'ils soient plus en phase avec le cyber-espace.
131. La Conférence a lancé un appel aux Etats membres pour qu'ils fournissent toutes les ressources financières nécessaires, en particulier les contributions volontaires, en vue de résoudre le problème crucial du financement et de la mise en œuvre du plan d'action prévu par le plan d'information sur les Etats membres, de manière à ce qu'ils soient au diapason des développements technologiques en matière de communication et prêts à relever les défis et à répondre aux exigences de l'époque.
132. La Conférence a exhorté les Etats membres à encourager leurs chaînes de télévision par satellites, à coopérer par le biais de l'échange de programmes, d'expertises et de technologies. Elle a réaffirmé la nécessité pour les Etats membres de promouvoir et de soutenir les activités de l'Agence islamique internationale de presse et de l'organisation des radiodiffusions des Etats islamiques pour qu'elles puissent réaliser leurs objectifs au service de l'information islamique commune.
133. La Conférence a salué les progrès enregistrés dans la production d'un documentaire sur la ville d'Al-Qods Al-Sharif réalisé à Ramallah. La Conférence a exprimé à cet égard ses remerciements à son Altesse Cheikh Zayed Bin Sultan Al Nahyan, Chef de l'état des Emirats arabes unis pour avoir bien voulu financer ce projet.

Affaires économiques

134. La Conférence a exhorté les Etats membres à poursuivre leurs efforts en vue de renforcer la coopération économique entre eux aux fins d'optimiser les complémentarités de leurs économies.
135. La Conférence a souligné l'impérieuse nécessité d'identifier les voies et moyens susceptibles de réduire les incidences négatives du système économique international sur les économies du monde islamique. Elle a invité la communauté internationale à prendre toutes les mesures appropriées afin de s'assurer que tous les pays

pourront, de façon équitable, bénéficier des avantages de la mondialisation de manière à assurer un équilibre entre les intérêts et les responsabilités des pays en développement y compris des pays membres de la Conférence islamique. La conférence a appelé également à une plus grande libéralisation du commerce et au renforcement des chances d'accès des produits et des services aux marchés où les pays islamiques jouissent d'une position privilégiée. Elle a également appelé à favoriser le transfert de la technologie et à tirer profit des opportunités d'investissement et des progrès technologiques.

136. La Conférence a exhorté les Etats membres à conjuguer tous leurs efforts pour engager les contacts nécessaires avec les parties et organisations internationales concernées en vue de préserver les intérêts économiques des Etats membres et d'éviter tout effet pervers pouvant affecter leurs exploitations de produits de base.
137. La Conférence a exhorté les Etats membres à développer leurs échanges commerciaux, à s'employer dans la mesure du possible à éliminer tout obstacle pouvant les entraver, et à déployer les efforts nécessaires pour promouvoir leur coopération économique et commerciale. Elle a invité les Etats membres à renforcer les fondements de leur coopération les uns avec les autres, notamment dans le cadre de projets visant à assurer la complémentarité.
138. La Conférence a exprimé sa profonde préoccupation devant la tendance de certains pays développés à lier les questions de l'environnement aux transactions commerciales et ont souligné qu'une telle attitude ne peut-être que préjudiciable à l'instauration d'un environnement commercial libre et équitable.
139. La Conférence a exhorté les pays développés à accroître leur contribution dans le cadre de la stratégie internationale de développement, à envisager de nouveaux moyens à cette fin et à suivre l'exemple des pays ayant reconverti la dette des pays les moins avancés en une assistance destinée à faciliter des mesures de réformes entreprises par ces derniers.
140. La Conférence a appelé la communauté internationale, et en particulier les pays développés, à mettre en œuvre le nouveau plan d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés et des pays enclavés et à appliquer les résolutions de l'ONU particulièrement celles contenues dans le CNUCED IX et les

recommandations figurant dans le rapport de la réunion intergouvernementale de haut niveau sur l'examen à mi-parcours pour 1997 de la mise en œuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés.

141. La Conférence s'est félicitée de la décision des Nations Unies de convoquer en l'an 2001, la III^{ème} conférence de haut niveau des Nations Unies sur les pays les moins avancés. Elle a invité tous les gouvernements et les institutions intergouvernementales et multilatérales à prendre toutes les dispositions appropriées pour garantir l'adoption de mesures en préparation de la Conférence ainsi qu'une participation active à ses réunions préparatoires.
142. La Conférence a réitéré son appel à la communauté internationale et aux pays développés en particulier pour qu'ils réduisent de manière substantielle, la dette de l'Afrique, allègent le fardeau du service de cette dette et accompagnent ce processus d'un nouveau flux suffisant de capitaux vers les pays africains répondant à leurs besoins, assorti de conditions avantageuses.
143. La Conférence a exprimé sa satisfaction quant à l'initiative internationale en faveur des pays pauvres lourdement endettés. Elle a réaffirmé la nécessité de trouver des solutions efficaces, équitables et propices au développement durable pour les problèmes de la dette extérieure et du service de la dette des pays en développement, et d'aider ces pays à se libérer du processus de rééchelonnement de leurs dettes. La conférence a noté, à cet égard, que neuf pays seulement ont jusqu'ici annoncé leur position concernant cette initiative et a appelé à la mettre en œuvre pour permettre aux pays éligibles d'en bénéficier.
144. La Conférence s'est félicitée de la prolongation jusqu'à l'an 2000 des délais impartis à l'initiative internationale sur les pays pauvres lourdement endettés, afin que les pays éligibles puissent arrêter leurs positions. Elle a appelé, à cet égard, à entamer les procédures d'adhésion à cette initiative et à en accélérer la mise en œuvre.
145. La Conférence a appelé l'ensemble des organisations concernées à accroître le volume de l'assistance à fournir pour aider le peuple palestinien à asseoir les bases de son économie nationale, à renforcer ses institutions nationales pour lui permettre d'établir son Etat indépendant avec pour capitale Al-Qods-Al-Charif.

146. La Conférence a exhorté la communauté internationale à accroître le volume de l'assistance fournie aux Etats membres affectés par la sécheresse et les calamités naturelles. Elle a appelé les Etats membres ainsi que les organes et institutions de l'OCI à apporter une aide urgente aux Etats membres de l'organisation qui font partie de l'agence intergouvernementale de Développement (IGAD) ainsi qu'au Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) afin de leur permettre de surmonter leurs graves épreuves.
147. La Conférence a réaffirmé la nécessité impérieuse de mettre en œuvre le Plan d'action pour le renforcement de la coopération économique et commerciale entre les Etats membres dans le cadre du Comité Permanent pour la Coopération Economique et Commerciale (COMCEC), conformément aux principes de la stratégie, à ses modalités de mise en œuvre et aux dispositions du chapitre relatif au suivi et à la mise en œuvre.
148. La Conférence a invité les Etats membres à déployer des efforts en vue du renforcement des groupements économiques régionaux institués entre les Etats islamiques, dans le but de consolider la coopération mutuelle dans les domaines du commerce et de l'investissement, des capitaux et de la technologie, afin d'ouvrir la voie à l'établissement du Marché commun islamique, ou toute autre forme de coopération économique.
149. La Conférence a invité les Etats membres à participer aux différents projets initiés récemment par la BID et à tirer profit au plan du financement des exportations, du portefeuille de la BID, du Fonds d'Investissement, de la Société Islamique de garantie des investissements et des crédits à l'exportation, ainsi que des autres projets, programmes et opérations de la BID.

Sciences et technologie

150. La Conférence a souligné la nécessité de prendre des mesures efficaces pour lutter contre les dégâts et les grands dommages causés par la pollution et les déchets toxiques, lesquels provoquent des bouleversements climatiques et une dégradation des conditions biologiques et socio-économiques. A cet égard, elle a affirmé que les considérations environnementales devraient être liées aux efforts de développement et exhorté les Etats membres qui ne l'ont pas encore fait, à ratifier les conventions internationales pertinentes. La Conférence a, par ailleurs, fermement condamné les pratiques

israéliennes et leur impact sur l'environnement dans les territoires palestiniens occupés, dans le Golan syrien occupé, le Sud Liban, la Bekaa occidentale et les autres territoires occupés par Israël.

151. La Conférence a estimé qu'en matière de lutte contre les maladies endémiques, la coopération entre les Etats membres devrait être renforcée. C'est pourquoi, elle a mis l'accent sur l'urgence qu'il y a à organiser la Conférence islamique des ministres de la Santé qu'il est déjà prévu de tenir à Téhéran, à l'invitation des autorités iraniennes. La Conférence a décidé d'élargir le mandat de cette réunion à la coopération inter-islamique dans le domaine de la santé en général, y compris dans le secteur pharmaceutique.
152. La Conférence a exprimé sa préoccupation face au problème grandissant des drogues et des substances psychotropes et de leurs incidences négatives sur les populations et l'économie des pays touchés par le phénomène. Elle a jugé nécessaire de veiller à l'application rigoureuse de la convention des Nations Unies pour la lutte contre le commerce illicite des drogues. Parallèlement, des efforts devraient être fournis au niveau des Etats membres pour une meilleure prise de conscience du phénomène et une bonne utilisation à cet effet des organes d'information et d'éducation. La Conférence a noté avec satisfaction qu'il existe une bonne coopération entre le Secrétariat Général et le Programme des Nations Unies pour le Contrôle international des Drogues (UNDCP).
153. La Conférence a mis l'accent sur l'importance du rôle de la science et de la technologie dans le développement socio-économique des pays islamiques. Elle a réaffirmé qu'à cet égard, le transfert de la science et de la technologie à des fins pacifiques doit s'opérer, dans l'intérêt de l'humanité, pour le renforcement du développement socio-économique des Etats islamiques. Elle a estimé, dans le même sens, que des négociations devraient démarrer avec la participation de tous les Etats intéressés sur l'élaboration de lignes directrices universelles et non-discriminatoires sur le transfert de la technologie avancée ainsi que du matériel et de l'équipement à usage militaire. La Conférence a, par ailleurs, pris acte des nouveaux développements dans le domaine des sciences et de la technologie, notamment les possibilités d'utilisation des technologies spatiales à des fins de développement, et a recommandé que soit assuré un suivi des travaux en cours des Nations Unies sur ces développements.

154. La Conférence a souligné l'intérêt que présente le projet d'étude exhaustive sur la corrélation entre l'environnement, la santé et le développement durable des Etats membres et l'urgence de convoquer une réunion du groupe d'experts ad hoc chargé de mener cette étude.
155. La Conférence a pris connaissance des programmes et activités du COMSTECH et a invité les Etats membres et les institutions concernées à apporter leur soutien financier à ces programmes et activités par des contributions volontaires généreuses.
156. La Conférence a noté avec satisfaction qu'en ce qui concerne la mise en œuvre de la stratégie de développement des sciences et de la technologie dans les pays islamiques, l'ISESCO déploie de louables efforts, en collaboration avec l'UNESCO, pour assurer une bonne préparation de la conférence mondiale des Sciences prévue en Hongrie en 1999. Elle a demandé, de même, que soient poursuivies les consultations déjà entreprises avec les Etats membres et le Secrétariat général en vue des préparatifs nécessaires à la première Conférence islamique des Ministres des sciences, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, prévue pour l'an 2000.
157. La Conférence s'est félicitée des activités de l'Institut islamique de technologie de Dhaka (IIT), et a encouragé celui-ci à poursuivre ses efforts de promotion des ressources humaines dont les Etats membres pourraient avoir besoin dans le domaine des sciences et de la technologie.

Affaires culturelles

158. La Conférence a adopté le statut du waqf de l'Université Islamique du Niger et a exprimé ses remerciements au Gouvernement de l'Etat du Koweït pour la donation d'un montant d'un million huit cents mille dollars consenti au bénéfice du Waqf des Université du Niger et de l'Ouganda.
159. La Conférence a exprimé sa satisfaction quant à la participation de l'ISESCO à la supervision des volets pédagogique et culturel de l'enseignement, et au suivi de l'Université Islamique en Ouganda, ainsi qu'à la mise au point des programmes pédagogiques appropriés.
160. La Conférence a chargé le Secrétaire général de prendre les mesures appropriées, en coordination avec les instances concernées au Tchad, au Mali et en Guinée Bissau, en vue d'actualiser les données

disponibles dans les instituts et les centres islamiques situés dans ces pays.

161. La Conférence a invité les Etats membres à intégrer les objectifs de la stratégie culturelle du Monde islamique dans leurs plans culturels conformément à leurs politiques nationales, et à accorder à l'action culturelle tout l'intérêt qu'elle mérite dans le cadre des plans de développement économique et social.
162. La Conférence a exprimé sa haute considération à S.E. le président SAYED Mohamed Khatami, Président de la République Islamique d'Iran, Président du Huitième sommet islamique, pour avoir pris l'initiative de proposer à l'OCI d'organiser un dialogue entre les civilisations, et pour avoir accordé son haut patronage au symposium sur le dialogue entre les civilisations que son gouvernement a accueilli à Téhéran, du 3 au 5 Mai 1999. La Conférence a entériné la Déclaration de Téhéran en faveur du dialogue entre les civilisations et a décidé de constituer un groupe de travail de haut niveau à composition non limitée regroupant des experts gouvernementaux pour se charger de l'élaboration d'une Déclaration mondiale en faveur du dialogue entre les civilisations et de ses modalités de mise en œuvre en collaboration avec l'ONU et les autres Organisations concernées.
163. La Conférence a appelé à la tenue de la Conférence Islamique des Ministres en charge des questions de l'enfance et des affaires sociales dans les meilleurs délais possibles, et a chargé le Secrétaire général d'entreprendre les consultations nécessaires à ce sujet avec les Etats membres particulièrement ceux disposant d'une expérience dans ce domaine.
164. La Conférence a exhorté les Etats membres à poursuivre leurs efforts pour enraciner les valeurs islamiques parmi les jeunes et multiplier les activités culturelles en leur faveur. Elle a appelé le gouvernement de l'Etat du Koweït à mettre au point une stratégie globale pour promouvoir les Waqfs islamiques, les développer et renforcer leur action dans l'évolution des sociétés islamiques, et à soumettre cette stratégie à la Vingt-septième conférence islamique des Ministres des Affaires Etrangères.
165. La Conférence a exprimé son appréciation des activités diverses menées pour le Centre des Recherches sur l'Histoire, les Arts et la Culture Islamique (IRCICA) en vue de sensibiliser davantage

l'opinion mondiale à la réalité du patrimoine culturel islamique en Bosnie-Herzégovine, ainsi que pour les efforts déployés pour préserver et sauvegarder ce patrimoine.

166. La Conférence a exprimé sa considération à l'Etat des Emirats Arabes Unis et aux Etats membres qui ont octroyé des donations généreuses au Fonds de solidarité islamique et à son Waqf, et a appelé tous les Etats membres à consentir des donations annuelles au budget du Fonds, et à contribuer au capital du Waqf du Fonds.
167. La Conférence a exprimé sa fierté en ce qui concerne le rôle éminent joué par l'ISESCO sur la scène internationale à travers les rapports de coopération efficace qu'elle a établis avec les Organisations internationales et régionales similaires qui ont conduit à la réalisation de certains des programmes communs, permettant ainsi à l'ISESCO d'élargir les domaines de ses activités et de renforcer sa contribution à la civilisation de la Oummah islamique et à l'affirmation du rôle qui est le sien dans le monde.

Questions administratives

168. La Conférence a approuvé les budgets du Secrétariat général et des organes subsidiaires pour les exercices 1998/1999 et 1999/2000 avec le même plafond budgétaire que les budgets précédents.
169. La Conférence a approuvé la proposition de scinder le Département des affaires financières et administratives du Secrétariat général en deux départements distincts, dans les limites des compétences administratives et financières proposées par le Secrétaire général. Elle a approuvé les amendements proposés par le Secrétaire général concernant certains articles du statut du personnel de l'Organisation.
170. La Conférence a exhorté les Etats membres à régler dans les plus brefs délais leurs arriérés de contributions et à s'engager à régler leurs contributions obligatoires annuelles au titre du budget du Secrétariat général et des organes subsidiaires afin d'éviter la répétition d'une crise financière qui entraverait les activités de l'Organisation.

Séance de clôture

171. Son Excellence Monsieur Youssouf OUEDRAOGO, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso et Président de la

26^{ème} session de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, a exprimé ses remerciements aux participants pour leur coopération constructive et pour leur contribution appréciable à l'examen des différentes questions soumises à la Conférence.

Motion de remerciement adressée à Son Excellence le Président Blaise COMPAORE

172. Au terme des travaux de la Conférence, S.E Monsieur Jacques BAUDI, Ministre des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'extérieur, a exprimé, au nom de l'ensemble des participants, ses plus vifs remerciements et sa profonde reconnaissance à S.E. le Président Blaise COMPAORE, Président du Faso, Président du Conseil des Ministres, pour la généreuse hospitalité réservée aux délégations participantes, ainsi que pour les arrangements et les facilités mises à leur disposition, et qui ont grandement contribué à la réussite de la Conférence. Il a également exprimé ses remerciements à S.E.M. Youssouf OUEDRAOGO, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso et Président de la 26^{ème} session de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, pour la sagesse et la compétence avec lesquelles il a dirigé les travaux de la Conférence.
173. La Conférence a décidé d'adresser un télégramme de remerciement et de gratitude au Président du Faso, S.E.M. Blaise COMPAORE pour avoir bien voulu accueillir la Conférence, l'appui du Burkina Faso aux activités de l'OCI et son rôle marquant à l'échelle africaine dans la promotion de l'esprit de coexistence des cultures.

Discours de clôture

174. Dans son discours de clôture, S.E.M. Youssouf OUEDRAOGO, Ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, Président de la 26^{ème} session de la Conférence islamique des ministres des Affaires étrangères, s'est félicité de l'esprit de solidarité et de fraternité islamiques dont ont fait preuve messieurs les Ministres et Chefs des délégations ; ce qui a contribué, pour une large part, à l'adoption des résolutions de cette session. Il a également exalté les hautes compétences de Son Excellence Dr. Azzedine LARAKI, Secrétaire Général de l'OCI et homme politique avisé et chevronné, ayant servi avec brio son pays, comme il a réussi à restructurer l'OCI en mettant en place les bases solides qui permettront à la Oummah islamique d'être au diapason de l'évolution et des développements

qui interviennent dans le monde. Monsieur le Ministre lui a, par la même occasion, décerné l'insigne d'Officier de l'Ordre national du Burkina Faso. Monsieur OUEDRAOGO a également rendu hommage au personnel du Secrétariat général pour son professionnalisme et pour le travail impeccable qu'il a accompli et qui a contribué au succès de la Conférence.

Ouagadougou, Burkina Faso
18 Rabiul Awwal 1420 H
1^{er} juillet 1999
